

Compte rendu du débat organisé par  
**l'Association française pour l'avancement des sciences (AFAS)**  
et le **Mouvement universel de la responsabilité scientifique (MURS)**  
avec le soutien du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et d'Universcience

**le samedi 16 octobre 2010, à 15h au Palais de la découverte**

---

## **Existe-t-il des limites à la liberté d'expression des scientifiques ?**

Les controverses récentes sur des sujets comme le changement climatique, la vaccination, ou les dangers éventuels des nanotechnologies par exemple, ont mis en évidence le positionnement complexe des scientifiques dans les médias.

Au-delà du fond, et donc de savoir si les arguments des uns ou des autres sont les plus pertinents, c'est le rôle des scientifiques auprès de l'opinion publique qui fait l'objet d'un débat. L'évolution de notre société et de ses modes de communication imposent de nouveaux défis aux scientifiques mais aussi de nouvelles responsabilités. Leur crédibilité auprès du citoyen, leur rôle dans la société, dépendent de façon croissante de l'objectivité effective avec laquelle ils interviennent dans les débats sociétaux.

En introduction de ce débat, **Venance Journé** (chercheuse au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement) a rappelé les différents éléments qui ont mené à une polémique d'une telle ampleur au sujet du changement climatique. D'un côté, un sujet très complexe recelant de nombreuses incertitudes, et la difficulté de traduire en conséquences locales des événements globaux. De l'autre, le GIEC, organisme intergouvernemental longtemps ignoré par les médias, dont le rôle s'est révélé à la fin des années quatre-vingt dix, au fonctionnement nécessairement lourd mais infiniment plus transparent et contradictoire que l'on peut le penser habituellement. Et enfin, des opposants souvent externes au sujet mais très influents en raison de la confusion entretenue entre l'attribution des phénomènes climatiques, les conséquences possibles sur la société et les mesures (économiques ou politiques) éventuelles à prendre sur ces dernières ne relevant plus du débat scientifique.

Comme le faisait justement remarquer **Jean-Claude Ameisen** (président du comité d'éthique de l'INSERM), les polémiques médiatiques n'apparaissent que sur les sujets ayant un impact direct sur la société (personne ne parle des révolutions récentes de nos connaissances sur l'Univers et la matière). Le degré d'incertitude qui existe dans la science, avec l'évolution rapide des connaissances, doit inciter à la modestie, d'autant que l'on assiste souvent à une instrumentalisation de la connaissance. Pour reprendre l'exemple de la pandémie grippale, il est surprenant que les mesures recommandées et les stratégies vaccinales n'aient pas été mises à jour au fur et à mesure de l'évolution rapide des connaissances sur le sujet. La science a besoin d'espaces de questionnement, d'espaces éthiques, en dehors des différents éléments de pression (médiatiques, financiers, etc.) qui l'encadrent actuellement ; un scientifique ne peut plus à lui seul représenter une discipline tout entière, et des instances de dialogue sont indispensables.

Pour **Jean-Pierre Alix** (secrétaire général du MURS), la production de connaissances ne peut plus être découplée de sa transmission et de son rôle dans la société. La responsabilité du scientifique est donc plus importante maintenant, ce qui lui infère des devoirs encore souvent mal compris. Dans le cadre d'un certain pacte de confiance qui lie la science à la société, il devient nécessaire, sans remettre en question la nécessaire liberté d'expression du scientifique, de poser plus clairement les règles du jeu de ce dialogue.

Comment le scientifique s'adresse-t-il à la société, voilà la question que reprenait **Dominique Leglu** (directrice de la rédaction de *Sciences & Avenir*). Internet permet maintenant aux scientifiques de s'exprimer librement, sans intermédiaires, au moins dans nos pays démocratiques. Pour le journaliste, connaître le contexte dans lequel s'exprime un scientifique, les éventuels intérêts ou contraintes qui peuvent influen-

cer son discours, sont des éléments primordiaux. Il faut bien se rendre compte que les différents médias ne privilégient pas les mêmes aspects. Autant c'est l'émotion qui passe à la télévision - ce qui dépend du talent de communicateur de l'interviewé -, autant en presse écrite, une argumentation plus abstraite peut être envisagée. Autant de différences qui peuvent biaiser la perception/compréhension du citoyen. Malgré la nécessaire exigence du journaliste à chercher l'information à sa source de façon précoce et la plus exclusive possible, il paraît néanmoins aussi utile que la communauté scientifique puisse disposer de lieux internes de débats où puissent s'exprimer tous les acteurs scientifiques concernés sans peur d'être influencés par une publicité excessive, une déformation de leurs propos, voire des contraintes politiques, en raison des implications potentielles des découvertes.

Dernier intervenant, **Jean-Gabriel Ganascia** (professeur à l'université Pierre et Marie Curie), insistait tout d'abord sur le fait qu'il ne peut être envisagé de censure en matière de discussion scientifique, pour reprendre ensuite l'importance de l'existence de « sanctuaires » de débats où la pensée puisse s'exprimer librement sans contraintes, tant les outils d'information actuels ont réduit le temps entre découverte brute et dissémination dans la société. Trop souvent, il y a risque de confusion entre le registre référentiel du langage qui doit être celui du scientifique, c'est-à-dire une fonction descriptive, et celui moins neutre d'un registre plus personnel ou politique, ce qui suggère la nécessité d'une certaine déontologie de communication. Dans la société actuelle, l'excès d'information peut conduire à rendre illisible la connaissance ; dans les critères éthiques de l'information scientifique devrait figurer la nécessité de réduire l'entropie, c'est-à-dire de ne pas brouiller le message, d'où cette nécessité de structures intermédiaires de débat sans contraintes.

Les différentes interventions de la salle soulignaient le caractère salubre de la controverse scientifique quand de bonne foi, mais aussi la nécessité de valider les connaissances avant diffusion. Les nombreux éléments de conflits d'intérêt qui peuvent exister chez les scientifiques, du fait du cadre actuel de fonctionnement de la science, imposent cette phase de débat contradictoire interne, afin d'éviter des polémiques masquant souvent des luttes d'intérêt économiques. Quant au principe de précaution, il faut le regarder comme un encouragement à tout faire pour savoir avant d'agir plutôt que comme un élément de blocage de la recherche scientifique, et bien identifier le fond du sujet, dans le temps (protéger maintenant ou demain ?) et l'espace (qui est concerné...).

Premier élément de conclusion de ce débat, l'importance de préserver une entière liberté d'expression des scientifiques, tout élément de censure étant simplement contraire aux fondements mêmes de la démarche scientifique. L'histoire récente (amiante, sang contaminé, etc.) suggère que l'on souffre plus souvent d'un déficit plutôt que d'un excès de liberté d'expression. En revanche, il semble aussi utile de proposer des règles de bonne conduite permettant de bien identifier les éventuels conflits d'intérêt des différents acteurs, et aussi de renforcer l'éducation des citoyens, dès l'école sur ce que constitue la démarche scientifique, qui est différente d'une simple acquisition du savoir.

Parmi les éléments de réflexion à approfondir, l'idée de préserver ou de créer des espaces de débat interne libres de toute contrainte ou influence semble intéressante, afin de ne pas déplacer dans la sphère publique la nécessaire confrontation d'idées où elle peut être détournée par des considérations non scientifiques. Peut-être est-ce là une fonction à développer pour les fondations et sociétés savantes, peu puissantes en France par rapport à d'autres pays, et qui mériteraient d'être encouragées dans ce rôle.

**Frédéric Sgard** (analyste des politiques scientifiques à l'OCDE et vice-président de l'AFAS)